REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**JUGEMENT COM-
MERCIAL N° 154 du
13/08/2025**

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 23 JUILLET
2025**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 23 Juillet deux mille vingt-cinq, statuant en matière commerciale tenue par Madame **MAIMOUNA NOU-HOU KOULOUNGOU**, Présidente du Tribunal, en présence de **GERARD DELANNE ET SEYBOU SOUMAILA**, **Membres** ; avec l'assistance de Maître **HADIZA DAOUDA**, **Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

AFFAIRE :

**LA SOCIETE
VIGNAL SERVICE
SARLU**

C/

**Monsieur ABDOUL
RAZAK HAROUNA
OUMAROU**

ENTRE

LA SOCIETE VIGNAL SERVICE SARLU, immatriculée au Registre de crédit immobilier sous le numéro NE-NIM-01-2021-B13-01928 , au capital de 1.000.000 FCFA ayant son siège social au quartier Cité Chinoise , représentée par son gérant OUMAR MAHAMAN VIGNAL ,TEL : 96.03.24.54 , Email :vignalservice@gmail.com , lui-même ayant constitué mandataire Zabeirou Moussa Bilhadi , domicilié au siège social de Vignal service Tel :88.30.30.15

**DEMANDERESSE
D'UNE PART**

ET

Monsieur ABDOUL RAZAK HAROUNA OUMAROU, né le 17 Mars 1982 à Niamey/Francophonie, Quartier Francophonie, TEL : 96.96.43.89/90.77.77.78.

**DEFENDEUR
D'AUTRE PART**

LE TRIBUNAL

Suivant assignation en date du 10 juin 2025, la société VIGNAL SERVICE SARLU, représentée par son gérant monsieur OMAR MAHAMAN VIGNAL, assignait par devant le tribunal de commerce de Niamey, le sieur ABDOUL RAZAK HAROUNA OUMAROU par devant le tribunal de commerce de Niamey aux fins de :

- D'ordonner au sieur ABDOUL RAZAK HAROUNA OUMAROU le paiement du montant de 40.425.000 F CFA du contrat de vente du 13 décembre 2022 ;
- De condamner le requis au versement intégral du montant de la facture de 40.425.000 F CFA ;
- De constater qu'il y a retard du paiement du montant de la somme de 40.425.000 F CFA ;
- De constater que les sommations datent de février 2023 ;
- De condamner ABDOUL RAZAK au paiement de 5.206.650 F CFA pour intérêts soit 53 mois de retard ;
- De constater les fautes contractuelles et délictuelles au sens des articles 1147, 1382 et 1383 CCAN ;
- De condamner ABDOUL RAZAK au versement de ma somme de 200.000.000 F CFA aux titres de préjudices économique et financier ;
- De condamner ABDOUL RAZAK au versement de la somme de 50.000.000 F CFA pour tous les préjudices moraux ;
- De condamner ABDOUL RAZAK au paiement de la somme de 30.000.000 F CFA pour frais irrépétibles ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement nonobstant toutes voies de recours ;
- Condamner le requis aux entiers dépens ;

FAITS

Un contrat de fourniture des équipements et matériels paramédicaux a été signé entre le sieur ABDOUL RAZAK HAROUNA OUMAROU et la société VIGNAL SERVICE courant décembre 2022 pour le compte de l'ONG PSI portant sur un montant de 40.425.000 F CFA.

Les parties avaient convenu que le paiement intégral se fera dès règlement de la facture par l'ONG PSI en faveur du requis.

Après moult relances et constatant la mauvaise foi de ce dernier, la société vignal saisissait le pôle économique, après qu'une sommation de payer lui ait été servie portant sur la somme de 38.000.000 F CFA ;

Face à la mauvaise foi de son contractant, elle décidait de saisir la juridiction de céans d'une action en paiement.

PRÉTENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

La requérante sollicite du tribunal de condamner le requis au paiement de la somme de 40.425.000 F CFA représentant le montant de la vente conclue et portant sur des équipements et matériels paramédicaux ;

Qu'elle soutienne qu'une vente a été conclue entre les deux parties ; que le jugement n° 4423 du 18 octobre 2023 du pôle économique et financier faisait clairement ressortir cet état de fait ; que conformément à l'article 1134 du code civil et 240 de l'AUDCG il faille conclure à l'existence d'un contrat de vente entre les parties ;

Qu'elle poursuive en sollicitant la condamnation du défendeur au paiement de la somme de 5.206.650 F CFA à titre d'intérêts de retard, 200.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts pour préjudices économique et financiers, 50.000.000 F CFA à titre de préjudices moral au motif que d'une part le sieur ABDOUL RAZAK a accusé un retard de 53 mois pour le paiement de sa dette et d'autre part ce retard dans le paiement a occasionné à la requérante d'énormes préjudices ;

Qu'enfin elle sollicite la condamnation du requis au paiement de la somme de 30.000.000 F CFA à titre de frais irrépétibles pour avoir engagé une procédure judiciaire pour rentre dans ses droits et accomplis des actes de procédures payants ;

A l'audience le conseil du défendeur soulevait in limine litis l'incompétence du tribunal de commerce de Niamey sur la base de l'article 17 de la loi n° 2019 -01 du 30 avril 2019 fixant la composition, la compétence et la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce et les chambres commerciales spécialisées en République du Niger ;

Qu'il affirme que nul part il ne rapporte des pièces du dossier que le défendeur est un commerçant ; que de ce fait malgré que la demanderesse soit commerçante, elle ne peut l'attirer que devant le juge civil;

Qu'il poursuive en sollicitant du tribunal de déclarer irrecevable l'action pour défaut du droit d'agir ;

Qu'il explique que la procuration donnée au sieur ZOUBEIROU n'est pas valable dès lors ou elle a été donnée par le gérant alors même que c'est la société VIGNAL qui a assigné ; qu'il précise en outre que ladite société étant représentée par un gérant, ce dernier ne peut à son tour mandater une tierce personne pour représenter la société au nom du principe : mandat sur mandat ne vaut ; que conformément à l'article 13 du code de procédure civile, son action est irrecevable ;

Qu'enfin il demande au tribunal de déclarer irrecevable d'une part l'action de la demanderesse au motif que conformément à l'article 5 du code de procédure pénale, elle s'est constituée partie civile devant les tribunaux judiciaires, qui ont relaxé le requis et d'autre part l'inopposabilité de l'action du défendeur sur le fondement de l'article 1165 du code civil en arguant que le contrat oppose le sieur ABDOUL RAZAK et la société VIGNAL et non avec le sieur OMAR MAHAMAN ;

Qu'en réplique le mandataire de la société VIGNAL faisait remarquer que le tribunal de commerce est compétent même lorsque l'objet est civil et qu'en outre rien n'empêche à un gérant d'une société de donner mandant à une autre personne pour les besoins de la cause ;

DISCUSSION EN LA FORME

SUR L'EXCEPTION D'INCOMPÉTENCE

Attendu que l'article 17 de la loi n° 2019 -01 du 30 avril 2019 fixant la composition, la compétence et la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce et les chambres commerciales spécialisées en république du Niger dispose « les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître :

1) des contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants au sens de l'acte uniforme de organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires relatif au droit commercial général ;

2) plus généralement, des contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce et de l'ensemble de leurs constations commerciales comportant même un objet civil, lorsque dans ce dernier cas, le commerçant est demandeur..... » ;

Attendu qu'à la lecture de cet article le tribunal de commerce est compétent toute les fois que le litige oppose deux commerçants ; que cette compétence est étendu même lorsque l'objet du litige est civil pourvu que le demandeur soit commerçant ;

Attendu qu'il résulte des pièces du dossier une assignation, un extrait de minute du jugement N° 44/23 du 1 octobre 2023, un arrêt de la chambre de jugement du pôle économique, une transcription de conversation, une facture et une sommation de payer ;

Attendu que de ces pièces de dossier il ne résulte pas que le sieur ABDOUL RAZAK à la qualité d'un commerçant ; que les débats à l'audience également non pas permis de dégager cette qualité ; Qu'en l'absence de toutes preuves lui conférant la qualité de commerçant, il s'en suit que le défendeur est un particulier ; qu'ainsi le litige porté devant la juridiction de céans concerne un commerçant et un particulier ; que conformément à l'article 17 sus visé le commerçant demandeur ne peut assigner un particulier devant le tribunal de commerce ; qu'il y lieu par conséquent de se déclarer incompetent et de renvoyer la cause et les parties devant le tribunal de grande instance hors classe de Niamey statuant en matière civile :

SUR LES DÉPENS

Attendu que la société VIGNAL SERVICE a succombé ; qu'il y a lieu de la condamner aux dépens, conformément à l'article 351 du code de procédure civile ;

PAR CES MOTIFS LE TRIBUNAL

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort :

EN LA FORME

- Reçoit l'exception d'incompétence soulevée par le conseil du sieur Abdoul Razak Harouna Oumarou ;
- La déclare fondée ;

- Se déclare par conséquent incompétent ;
- Renvoie la cause et les parties devant le tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey statuant en matière civile ;
- Condamne la société Vignal Service aux dépens ;

Droit d'appel : 8 jours à compter de la signification devant la chambre commerciale spécialisée de la Cour d'appel de Niamey par déclaration écrite ou verbale, ou par acte d'huissier au greffé du tribunal de céans.

Ont signé les jours, mois et an que dessus.

LA PRÉSIDENTE

LA GREFFIÈRE